

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1979 Nr. 160

A. TITEL

*Internationale Overeenkomst inzake de vereenvoudiging en
harmonisatie van douaneprocedures, met Bijlagen;
Kyoto, 18 mei 1973*

B. TEKST

De tekst van Overeenkomst en Bijlagen is geplaatst in *Trb.* 1975, 92.

C. VERTALING

Zie *Trb.* 1975, 92.

D. PARLEMENT

Zie *Trb.* 1977, 116.

Bij brieven van 11 mei 1979 (Kamerstuk II 1978/79 - 15 581, nr. 1) zijn de respectievelijk op 10 juni 1974, 22 mei 1976 en 16 juni 1976 aangenomen Bijlagen D.1., D.2., E.6., E.1., E.8., A.1. en F.1., behorende bij de onderhavige Overeenkomst, in overeenstemming met artikel 60, tweede lid, en op de voet van artikel 61, derde lid, van de Grondwet overgelegd aan de Eerste en de Tweede Kamer der Staten-Generaal.

De toelichtende nota die de brieven vergezelde, is ondertekend door de Staatssecretaris van Financiën A. NOOTEBOOM en de Staatssecretaris van Buitenlandse Zaken D. F. VAN DER MEI.

De goedkeuring door de Staten-Generaal is verleend op 16 juni 1979.

E. BEKRACHTIGING

Zie *Trb.* 1975, 92, *Trb.* 1977, 116 en *Trb.* 1979, 52.

Behalve door de aldaar genoemde Staten is nog in overeenstemming met artikel 11, vierde c.q. zesde lid, van de Overeenkomst een verklaring van aanvaarding van een of meer Bijlagen bij de Overeenkomst gericht aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad door:

Denemarken 19 december 1978

Bijlagen A.1., A.2. en F.1. onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 20 juni 1978.

Canada 22 december 1978

Bijlage C.1. onder de volgende voorbehouden:

„Norme 4

A l'heure actuelle, les marchandises qui sont à exporter à titre définitif ne sont pas, en règle générale, déclarées à des bureaux de douane intérieurs.

Pratique recommandée 10

Un document commercial comme une facture ne peut être accepté au lieu d'une déclaration d'exportation.”

Israël 24 januari 1979

Bijlagen D.1., D.2. en D.3. zonder voorbehouden en Bijlagen E.6., E.7. en F.6. onder de volgende voorbehouden:

Annexe concernant l'admission temporaire pour perfectionnement actif (E.6.)

Observation générale

Aux termes de la législation nationale, les marchandises importées en Israël en vue d'une transformation et de l'exportation ultérieure de produits compensateurs relèvent du régime de drawback, et non pas de l'admission temporaire.

Pratique recommandée 5

Cette pratique recommandée peut être acceptée par Israël, sous réserve de réciprocité de la part du pays d'origine, de provenance ou de destination.

Pratique recommandée 8

Aux termes de la législation nationale, les marchandises importées sous le régime de l'admission temporaire ne peuvent être échangées contre d'autres marchandises.

Pratique recommandée 16

Aux termes de la législation nationale, la douane israélienne détermine la forme sous laquelle la garantie est fournie par le déclarant.

Pratique recommandée 20

Aux termes de la législation nationale, dès qu'il est nécessaire d'assurer le recouvrement des droits à l'importation éventuellement exigibles, Israël exige la constitution d'une garantie.

Pratique recommandée 35

L'admission temporaire pour perfectionnement actif ne peut être considérée comme apurée que lorsque les produits compensateurs sont placés dans des entrepôts de douane spéciaux qui sont réservés aux provisions de bord ou aux marchandises destinées à être vendues, contre paiement en devises, aux voyageurs quittant le pays.

Pratique recommandée 36

Aux termes de la législation nationale, l'admission temporaire ne peut être apurée que lorsque les marchandises sont effectivement exportées.

Pratique recommandée 43

La législation nationale n'autorise pas que des marchandises importées temporairement soient échangées contre d'autres marchandises.

Annexe concernant le régime de réapprovisionnement en franchise (E.7.)*Norme 3*

En principe, la législation nationale ne prévoit pas le dédouanement des marchandises de réapprovisionnement en franchise de droits.

Toutefois, le recouvrement des droits afférents à ces marchandises peut être différé en attendant que l'importateur ait établi, à la satisfaction de la douane, que les produits exportés contenaient des marchandises équivalentes à tous égards aux marchandises importées qui ont été remplacées.

Pratique recommandée 17

La législation nationale exige que les produits soient effectivement exportés.

Pratique recommandée 25

Aux termes de la législation nationale, seul l'exportateur des produits en cause peut être autorisé à importer des marchandises de réapprovisionnement.

Annexe concernant le remboursement des droits et taxes à l'importation (F.6.)*Pratique recommandée 10*

Cette disposition s'applique uniquement lorsque les marchandises sont demeurées sous le contrôle de la douane.

het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland 28 maart 1979

Bijlagen D.1., D.2., E.6. en E.8. onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 1 juli 1977 en Bijlage E.1. zonder voorbehouden.

het Koninkrijk der Nederlanden 1 oktober 1979
(voor Nederland)

Bijlagen D.1., D.2., A.1. en F.1. onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 1 juli 1977, Bijlage E.1. zonder voorbehouden en Bijlagen E.6. en E.8. onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 20 juni 1978 en onder de volgende nationale voorbehouden en opmerkingen:

Annexe E.6

Réserve générale

L'annexe E.6 ne sera pas appliquée aux Pays-Bas pour ce qui concerne l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt extraordinaire sur les voitures de tourisme; elle ne s'appliquera pas non plus aux accises si, en vertu d'autres dispositions légales que celles relatives à l'admission pour perfectionnement actif, un règlement en vigueur stipule que ces impôts ne sont pas perçus en cas d'admission temporaire.

Motivation de la réserve générale

En vertu de la législation néerlandaise actuellement en vigueur, les marchandises importées pour perfectionnement actif ne sont pas exonérées de l'impôt sur le chiffre d'affaires ni de l'impôt extraordinaire sur les voitures de tourisme, puisque le système de perception de ces impôts rend pareille mesure inutile. Par conséquent, les Pays-Bas n'appliqueront pas cette annexe à l'impôt sur le chiffre d'affaires ni à l'impôt extraordinaire sur les voitures de tourisme.

Pour ce qui est de la législation sur les accises, les Pays-Bas connaissent en principe la suspension des droits et taxes à l'importation prévue dans l'annexe E.6; toutefois, cette suspension n'est pas appliquée si d'autres dispositions légales relatives aux accises permettent aux marchandises d'atteindre leur destination sans perception d'accises, par exemple dans le cadre d'un règlement de crédit.

Les Pays-Bas n'envisagent pas d'adapter la législation nationale sur les accises aux dispositions de l'annexe E.6, parce que cela entraînerait des complications, qui ne seraient compensées par aucun avantage.

Remarque quant à la réserve formulée par la CEE sur les pratiques recommandées 16 et 18

Bien que la Communauté économique européenne en tant que telle ne soit pas actuellement en mesure de garantir l'application des pratiques recommandées sur l'ensemble de son territoire - la législation communautaire laissant les Etats membres libres de déterminer eux-mêmes la forme et le montant de la garantie -, il y a lieu de faire remarquer que la législation néerlandaise satisfait à ces pratiques recommandées, et que celles-ci sont donc appliquées sur le territoire néerlandais.

Remarque quant à la réserve formulée par la CEE sur la norme 19

Comme l'application de la norme 19 au sein de la Communauté pourrait conduire à des difficultés pratiques, la législation communautaire ne connaît pas de disposition de ce genre. Mais la législation néerlandaise prévoit,

quant à elle, la possibilité de constituer une garantie globale en cas d'admission de marchandises pour perfectionnement actif. La norme 19 est donc appliquée sur le territoire douanier néerlandais.

Annexe E.8

Réserve générale

Aux Pays-Bas, cette annexe ne sera pas appliquée aux accises; en ce qui concerne l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt extraordinaire sur les voitures de tourisme, elle ne sera appliquée que s'il s'agit de marchandises exportées pour être réparées.

Motivation de la réserve générale

Le règlement tel qu'il est consigné dans l'annexe E.8 – exonération à la réimportation de marchandises exportées temporairement en vue de leur transformation, ouvraison ou réparation à l'étranger – n'existe pas dans la législation néerlandaise en matière d'accises; en revanche, la législation relative à l'impôt sur le chiffre d'affaires et à l'impôt extraordinaire sur les voitures de tourisme, connaît un tel règlement uniquement applicable cependant aux marchandises exportées pour être réparées.

Comme l'objectif de l'annexe est atteint aux Pays-Bas d'une autre façon, il n'y a pas lieu de modifier la législation en vigueur.

Remarque quant à la réserve formulée par la CEE sur la pratique recommandée 10

Malgré la réserve formulée par la CEE du fait que la législation communautaire ne contient pas encore de dispositions concernant les formules à utiliser pour l'établissement de la déclaration d'exportation temporaire, il convient de faire remarquer que la législation néerlandaise satisfait à la pratique recommandée 10; elle a prévu en effet des formules particulières pour les déclarations d'exportation de marchandises qui seront réimportées après perfectionnement passif. Ces formules sont entièrement harmonisées avec les formules ordinaires de déclaration d'exportation.

F. TOETREDING

Zie *Trb.* 1975, 92, *Trb.* 1977, 116 en *Trb.* 1979, 52.

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1975, 92, *Trb.* 1977, 116 en *Trb.* 1979, 52.

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage A.1. in werking getreden, respectievelijk zal in werking treden voor:

Denemarken	19 maart 1979
het Koninkrijk der Nederlanden	1 januari 1980
(voor Nederland)	

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage A.2. in werking getreden voor:

Denemarken 19 maart 1979

In overeenstemming met artikel 12, derde en vierde lid, van de Overeenkomst, is Bijlage F.1. in werking getreden, respectievelijk zal in werking treden voor:

de Bondsrepubliek Duitsland 19 maart 1979
 Denemarken 19 maart 1979
 de Europese Economische Gemeenschap 19 maart 1979
 Oostenrijk 19 maart 1979
 Zwitserland 19 maart 1979
 het *Koninkrijk der Nederlanden* 1 januari 1980
 (voor Nederland)

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage A.2. in werking getreden voor:

Israël 24 april 1979

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.1. in werking getreden, respectievelijk zal in werking treden voor:

het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland 28 juni 1979
 het *Koninkrijk der Nederlanden* 1 januari 1980
 (voor Nederland)

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.6. in werking getreden, respectievelijk zal in werking treden voor:

Israël 24 april 1979
 het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland 28 juni 1979
 het *Koninkrijk der Nederlanden* 1 januari 1980
 (voor Nederland)

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.8. in werking getreden, respectievelijk zal in werking treden voor:

het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland 28 juni 1979
 het *Koninkrijk der Nederlanden* 1 januari 1980
 (voor Nederland)

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst, is Bijlage D.1. in werking getreden, respectievelijk zal in werking treden voor:

Israël	24 april 1979
het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland	28 juni 1979
het <i>Koninkrijk der Nederlanden</i>	1 januari 1980
(voor Nederland)	

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst, is Bijlage D.2. in werking getreden, respectievelijk zal in werking treden voor:

Israël	24 april 1979
het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland	28 juni 1979
het <i>Koninkrijk der Nederlanden</i>	1 januari 1980
(voor Nederland)	

H. TOEPASSELIJKVERKLARING

Zie *Trb.* 1975, 92 en *Trb.* 1977, 116¹⁾.

J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1975, 92, *Trb.* 1977, 116¹⁾ en *Trb.* 1979, 52.

¹⁾ De noot afgedrukt op blz. 15 van *Trb.* 1979, 52 behoort bij de vermelding van *Trb.* 1977, 116 in rubriek J en niet in rubriek H.

Uitgegeven de vijftiende november 1979.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
C. A. VAN DER KLAUW